

Fonction publique : l'intéressement pourrait être en partie lié à l'atteinte d'objectifs écologiques

Bastien Scordia

Stanislas Guerini l'avait évoqué à l'automne dernier, il le confirme aujourd'hui : il est favorable à une variation des rémunérations des agents publics en fonction de l'atteinte d'objectifs environnementaux. Une mesure qui pourrait donc être poussée dans le cadre de la nouvelle grande réforme de la fonction publique que le ministre a annoncé pour les prochains mois et qui devrait acter un développement de la rémunération au mérite des agents publics.

Sur LCP, ce lundi 23 octobre, Stanislas Guerini s'est en effet dit favorable à un intéressement des agents publics basé sur le respect de la sobriété, notamment en matière de consommation d'eau ou d'énergie. Le ministre l'a néanmoins concédé : parler de rémunération au mérite peut *"tendre"* les agents.

"Mais si, dans les objectifs qu'on se fixe, par exemple d'un plan d'intéressement pour les fonctionnaires, on mettait les questions de réussite des plans de sobriété en matière d'énergie, d'eau, ça aurait beaucoup de sens", a développé Stanislas Guerini sur la chaîne parlementaire dans le cadre de l'émission "Politiques, à table!".

"Pas un tabou"

"Mettre des enjeux de rémunération en face" de l'atteinte d'objectifs environnementaux, *"ce n'est pas un tabou"*, a abondé Stanislas Guerini en évoquant des "choses parfaitement mesurables" qui "mobilisent les équipes". Référence notamment à l'ambition gouvernementale de réduire de 10% de la consommation d'eau de la fonction publique d'Etat d'ici un an.

Selon le ministre, cette transition écologique représenterait ainsi une *"opportunité extraordinaire pour donner du sens au travail des agents publics"*, via donc une variation des rémunérations en fonction de l'atteinte d'objectifs environnementaux.

Reste encore à convaincre les syndicats. Si ces derniers ont bien conscience de l'urgence climatique et de l'urgence à agir pour mener à bien la transition écologique, ils critiquent vivement le projet du gouvernement de développer la rémunération au mérite dans la fonction publique.